ASSEMBLÉE NATIONALE

25 avril 2016

NOUVELLES LIBERTÉS ET DE NOUVELLES PROTECTIONS POUR LES ENTREPRISES
ET LES ACTIFS - (N° 3675)

Commission	
Gouvernement	

Tombé

AMENDEMENT

N° 303

présenté par

M. Decool, M. Gérard, M. Christ, M. Suguenot, M. Vitel, M. Lazaro, M. Voisin, M. Morel-A-L'Huissier, Mme Zimmermann, M. Fromion, M. Berrios, M. Luca, Mme Schmid, M. Bouchet, M. Abad, M. Perrut, M. Siré, M. Salen et M. Thévenot

-----

ARTICLE 44

Compléter l'alinéa 47 par les mots :

« Dans ce dernier cas, l'avis des délégués du personnel sur le reclassement du salarié n'est pas requis. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il paraît souhaitable de noter qu'en cas de mention expresse dans l'avis du médecin du travail, que tout maintien du salarié dans l'entreprise serait gravement préjudiciable à sa santé ou que l'état de santé du salarié fait obstacle à tout reclassement dans l'entreprise, que l'avis de DP ne soit pas requis.